



Tableau de Bord Conjoncturel en Seine-Saint-Denis

Octobre 2004

Préfecture de la Seine-Saint-Denis • Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis • Conseil Général de Seine-Saint-Denis • Chambre de Métiers de Seine-Saint-Denis • Tribunal de Commerce • Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle • URSSAF de Paris- Région Parisienne • ASSEDIC de l'Est Francilien • ANPE 93 • Direction départementale d'Equipeement 93 • Comité Départemental du Tourisme • Banque de France de Pantin • Banque de France de Saint-Denis • Trésorerie Générale 93 • Direction départementale des Services Fiscaux • Direction régionale des Douanes de Paris-Est



Le Club 93 Conjoncture est une structure informelle qui réunit les principaux acteurs économiques de la Seine-Saint-Denis, spécialistes de la conjoncture, suivants : la Préfecture de la Seine-Saint-Denis ; le Conseil Général de Seine-Saint-Denis ; la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis ; la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle ; la Banque de France ; la Trésorerie Générale de Seine-Saint-Denis ; le Comité Départemental de Tourisme 93 ; Les ASSEDIC de l'Est Francilien ; la Direction Départementale des Services Fiscaux 93 ; la Direction Départementale de l'Équipement ; la Chambre de Métiers 93 ; le Tribunal de Commerce de Seine-Saint-Denis ; la Direction Régionale des Douanes de Paris-Est ; l'ANPE 93 et l'URSSAF de Paris- Région Parisienne.

Il a pour objet l'analyse et le suivi de la conjoncture économique du département, et s'organise autour de deux aspects différents du suivi et de l'analyse de la conjoncture départementale : le suivi régulier de la conjoncture en premier lieu, et l'examen plus structurel par thématique de certains aspects de l'économie départementale, en second lieu.

Dans cette perspective, le Club 93 Conjoncture réalise semestriellement un tableau de bord conjoncturel de la Seine-Saint-Denis qui regroupe des séries chronologiques économiques collectées auprès des différents partenaires et tente de faire l'analyse d'indicateurs départementaux relatifs à l'emploi, les ménages, l'habitat, le tourisme, l'immobilier, la vie de l'entreprise, les services, l'attractivité et l'image de la Seine-Saint-Denis.

Ce document est consultable sur les sites internet des partenaires du Club 93 Conjoncture suivants :

- Préfecture de la Seine-Saint-Denis : www.pref93.pref.gouv.fr
- Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis : www.ccip93.com
- Chambre de Métiers de Seine-Saint-Denis : www.cm-93.fr



SOMMAIRE

I) LES MENAGES

A) La consommation des ménages

- Crédits à la consommation des ménages, encours et dépôts..... P 6

B) L'investissement des ménages

- Immatriculations de véhicules particuliers..... P 7
 Crédit à l'habitat..... P 7
 Le marché des logements collectifs neufs et leur prix au m²..... P 8
 Le volume de la construction des logements neufs..... P 9

II) LA VIE DE L'ENTREPRISE

A) Démographie d'entreprise

- Mouvements (créations, radiations) des entreprises..... P 11
 Mouvements (créations par branche) de l'artisanat..... P 12

B) Activité des entreprises

- Analyse des rapports entre l'évolution des carnets de commandes et les stocks..... P 13
 Le commerce extérieur (= demande extérieure)..... P 14

C) Niveau de l'investissement

- Construction des locaux d'activités..... P 15
 Immatriculations de véhicules utilitaires..... P 15
 Crédits aux entreprises..... P 16



SOMMAIRE (suite)

III) LES SERVICES

<input type="checkbox"/> Hôtellerie (taux d'occupation).....	P 18
<input type="checkbox"/> Transports (données qualitatives).....	P 19

IV) INDICATEURS D'ATTRACTIVITE, D'IMAGE

<input type="checkbox"/> Nombre de visiteurs au Stade de France.....	P 21
<input type="checkbox"/> Nombre de visiteurs au Musée de l'Air et de l'Espace.....	P 21
<input type="checkbox"/> Nombre de visiteurs à la Basilique de Saint-Denis.....	P 21
<input type="checkbox"/> Transferts des sièges sociaux.....	P 22
<input type="checkbox"/> Image de la Seine-Saint-Denis (selon les entreprises implantées sur le département)..	P 23

V) L'EMPLOI

A) Le marché du travail

<input type="checkbox"/> Les demandes d'emplois en fin de mois (DEFM).....	P 26
<input type="checkbox"/> Le taux d'évolution des DEFM sur un an.....	P 26
<input type="checkbox"/> Les offres d'emplois enregistrés en fin de mois.....	P 27
<input type="checkbox"/> Les demandes d'emplois enregistrées.....	P 27
<input type="checkbox"/> Les taux de chômage.....	P 28
<input type="checkbox"/> Le nombre de RMIstes.....	P 28

B) Le marché de l'emploi

<input type="checkbox"/> L'évolution sur 5 ans du nombre d'entreprises employant de la main d'œuvre.....	P 29
<input type="checkbox"/> L'évolution sur 5 ans du nombre de salariés.....	P 29
<input type="checkbox"/> Les déclarations uniques d'embauches.....	P 30

Note méthodologique.....	P 31
---------------------------------	------

Contacts.....	P 34
----------------------	------



LES MENAGES

Préfecture de la Seine-Saint-Denis • Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis • Conseil Général de Seine-Saint-Denis • Chambre de Métiers de Seine-Saint-Denis • Tribunal de Commerce • Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle • URSSAF de Paris- Région Parisienne • ASSEDIC de l'Est Francilien • ANPE 93 • Direction départementale d'Equipement 93 • Comité Départemental du Tourisme • Banque de France de Pantin • Banque de France de Saint-Denis • Trésorerie Générale 93 • Direction départementale des Services Fiscaux • Direction régionale des Douanes de Paris-Est

LES MENAGES : La consommation des ménages

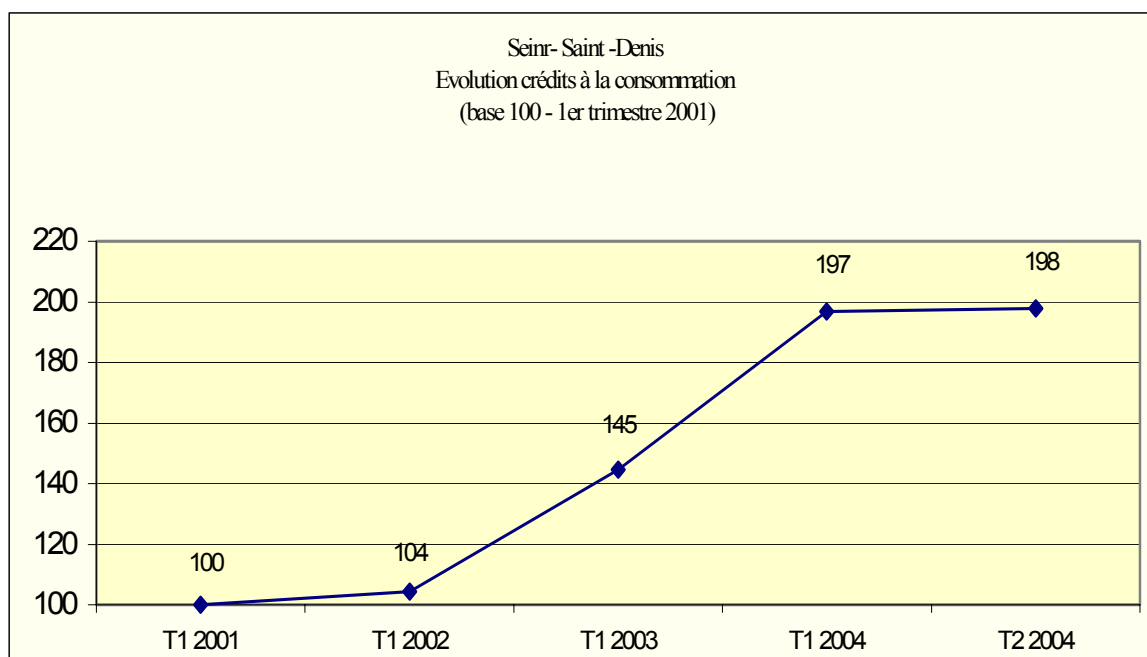
Crédits à la consommation

L'installation à Saint-Denis du siège de la Banque des AGF au 1^{er} trimestre 2003 a induit un doublement des encours de crédits à la consommation souscrits dans le département par rapport à leur niveau de janvier 2001.

Depuis mars 2003, en revanche, la tendance est à la stabilisation du volume global de crédits à la consommation en Seine-Saint-Denis, l'infléchissement à la baisse de 3 points observé à l'automne suivant ayant été compensé depuis.

Deux facteurs se conjuguent pour expliquer cette tendance à la stabilité jusqu'à fin juin 2004 : dans une conjoncture économique toujours incertaine, les ménages à pouvoir d'achat modéré ont différé certaines dépenses d'équipement, privilégiant le désendettement ou l'investissement de long terme (immobilier) porté par l'attractivité des taux d'intérêt ; dans le même temps, les établissements de crédit ont maintenu la sélectivité des conditions d'octroi des crédits à la consommation, souhaitant éviter tout regain de contentieux alors qu'entraîne en application la loi BORLOO et la procédure dite de rétablissement personnel, et préférant accompagner le dynamisme de l'investissement immobilier dans leur stratégie d'offre.

Source : Banque de France



LES MENAGES : l'investissement des ménages (1)

Immatriculations de véhicules particuliers neufs

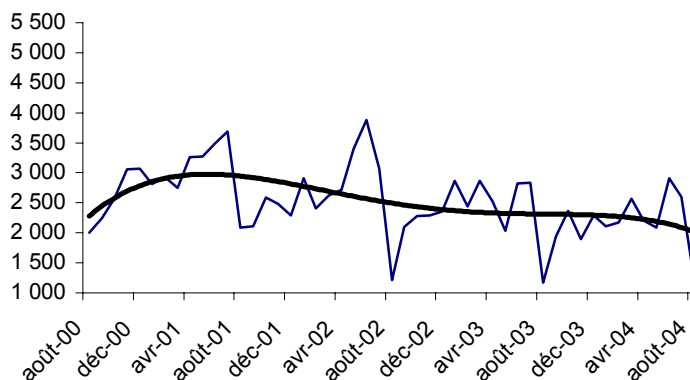
En Seine-Saint-Denis, le marché des véhicules particuliers neufs poursuit la baisse enregistrée depuis 2002.

Il reste en retrait de 8,6 % sur la période janvier/août 2004 avec 17 872 immatriculations par rapport à la même période en 2003 qui atteignait 19 558 immatriculations.

Cette baisse est d'autant plus importante si on la compare aux chiffres de 2001 qui recensaient fin août 24 304 véhicules particuliers neufs immatriculés.

La dégradation du marché des véhicules particuliers neufs en Seine-Saint-Denis reste toujours plus marquée qu'au niveau national (- 1,3 %) mais est sensiblement inférieure à celui de l'Île-de-France (- 9,8 %).

VEHICULES PARTICULIERS



Source : Préfecture 93

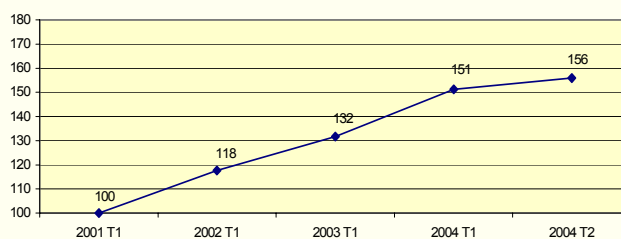
Crédits à l'habitat

De janvier 2001 à juin 2004, la valeur des encours des crédits à l'habitat a connu une augmentation totale de 56 % en Seine-Saint-Denis ; 2003 a connu une accentuation du rythme de croissance, puisque durant cette seule année, la croissance des encours a atteint 10,4 %.

Cette tendance s'est maintenue au cours du 1^{er} semestre 2004, avec un rythme de croissance observé de 7 %.

A fin juin, les crédits à l'habitat représentaient 60% des encours globaux de crédit souscrits dans le département ; en Seine-Saint-Denis, comme sur l'ensemble du territoire français, l'acquisition de la résidence principale et l'investissement immobilier demeurent les placements privilégiés des épargnants, portés par la proximité de la capitale et des prix qui demeurent attractifs par rapport à la moyenne francilienne, en dépit du phénomène de rattrapage à l'œuvre depuis fin 2003.

SEINE SAINT DENIS EVOLUTION DES CREDITS A L'HABITAT (base 100 - 1er trimestre 2001)



Source : Banque de France

LES MENAGES : l'investissement des ménages (2)

Marché des logements collectifs neufs (promotion privée)

Les résultats portent sur les ventes d'appartements neufs en Seine-Saint-Denis. Malgré une progression en début d'année 2004, dans la continuité de l'année 2003, au second trimestre, les transactions enregistrent une diminution. Elles passent de 905 au premier trimestre 2004 à 707 au second trimestre 2004.

La situation du marché en Seine-Saint-Denis reste néanmoins globalement active représentant 17 % de la part régionale.

Cette situation s'observe dans toute l'Ile-de-France même si la chute est la plus brutale en Seine-Saint-Denis. En effet, les ventes en Seine-Saint-Denis ont chuté de 22 % en trois mois alors que dans le département des Hauts-de-Seine les ventes ont chuté de 15 % et de 3,4 % dans le département de Val de Marne. En Ile-de-France la diminution est de 12 %. On constate que pour ce deuxième trimestre, les 3 pièces se vendent le mieux et représentent 41 % des ventes totales.

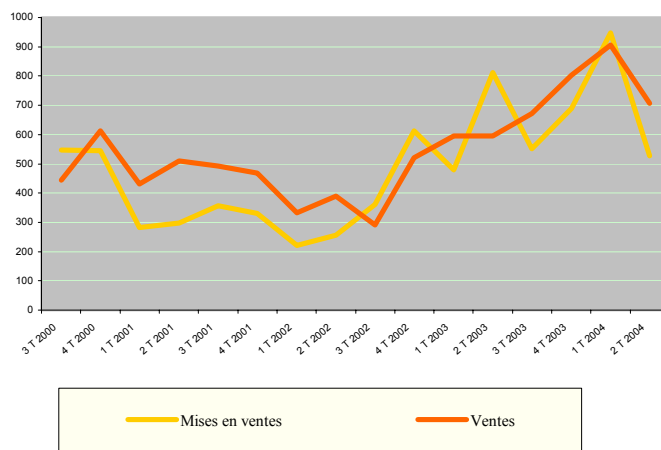
Les communes où se sont réalisées le plus grand nombre de ventes au terme de ce premier semestre sont celles où le développement de la production privée est récente : Saint-Denis, Aubervilliers, Saint-Ouen et Bobigny. Les transactions y dépassent la centaine.

Prix de vente moyen des logements collectifs neufs (promotion privée)

En Seine-Saint-Denis, les prix de vente moyen sont en léger recul au second trimestre 2004, après premier trimestre en hausse. Au premier trimestre 2004, le prix moyen des ventes de logements collectifs neufs en Seine-Saint-Denis se monte à 2 622 €/m², soit une progression de 5,6 % par rapport à la fin de l'année 2003 et de 12,9 % par rapport à la fin de l'année 2002.

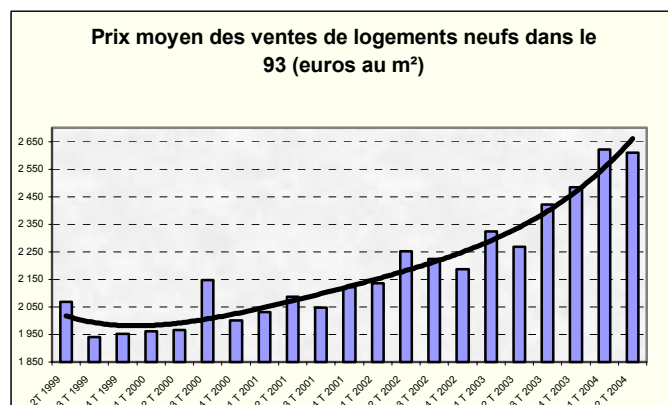
Le prix de vente des appartements neufs sur les autres départements de petite couronne au mois de juin 2004 (4 230 €/m² dans les Hauts-de-Seine et 2 955 €/m² dans le Val de Marne) reste supérieur à la Seine-Saint-Denis mais leur progression s'affaiblit légèrement avec une stabilisation dans le Val-de-Marne et une augmentation de 2,5 % dans les Hauts-de-Seine.

Nombre de logements neufs



Source : DDE / ENCL

Prix moyen des ventes de logements neufs dans le 93 (euros au m²)



Source : DDE / ENCL

LES MENAGES : l'investissement des ménages (3)

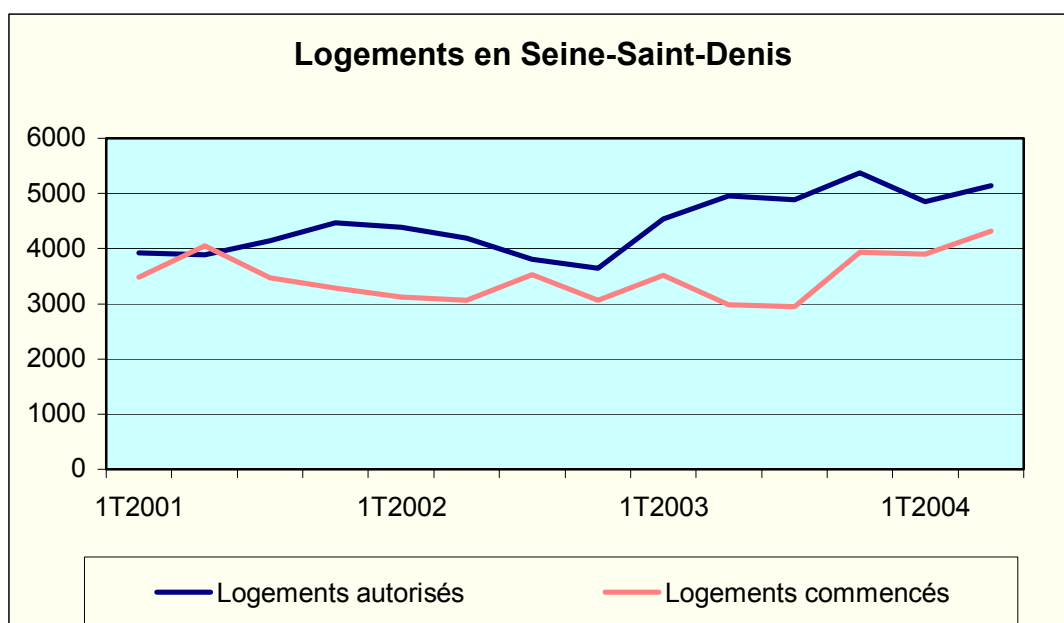
Le volume de construction des logements neufs

La progression enregistrée depuis le début de l'année 2004, aussi bien pour le nombre de logements autorisés que pour le nombre de logements commencés en Ile-de-France, se confirme.

Au mois de juin, le nombre de logements commencés en Ile-de-France dépasse la barre des 35 000 (sur une période de 12 mois).

Le nombre de logements en Seine-Saint-Denis représente pour ce deuxième trimestre 2004, 13 % des données régionales contre 10 % en 2003. Les mises en chantier, encore en deçà des 3 500 logements commencés il y a un an, se sont bien redressées pour atteindre 4 500 logements à la fin du second trimestre.

C'est la plus forte progression des mises en chantier en Ile-de-France sur les douze derniers mois (44 % contre 6 % en moyenne régionale avec de nombreux départements qui enregistrent une évolution négative).



Source : Sitadel (DREIF) / DDE



LA VIE DE L'ENTREPRISE

Préfecture de la Seine-Saint-Denis • Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis • Conseil Général de Seine-Saint-Denis • Chambre de Métiers de Seine-Saint-Denis • Tribunal de Commerce • Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle • URSSAF de Paris- Région Parisienne • ASSEDIC de l'Est Francilien • ANPE 93 • Direction départementale d'Equipement 93 • Comité Départemental du Tourisme • Banque de France de Pantin • Banque de France de Saint-Denis • Trésorerie Générale 93 • Direction départementale des Services Fiscaux • Direction régionale des Douanes de Paris-Est

LA VIE DE L'ENTREPRISE : Démographie d'entreprise (1)

Evolution des enregistrements au registre des Commerces et des Sociétés pour la période du 1^{er} janvier au 30 septembre 2004 :

Sur 7 250 immatriculations, 4 775 concernent les personnes morales, soit 66 %.

Les immatriculations « Personnes physiques » progressent de 4 %, les immatriculations « Personnes morales » de 14 % et les immatriculations de sociétés civiles de 7 %.

Les modifications et les radiations sont en baisse. Le grand ménage du fichier prend fin sur 2004.

La progression des dépôts de comptes annuels persiste, malgré un chiffre affiché à fin septembre 2004 en nette diminution du fait d'une relance tardive sur fin septembre 2004 (12 000 relances au 25.9.2004).

			Année 2003	3 ^{ème} trim. 2004 (cumul année)
Immatriculations	A	Personnes physiques	1 636	1 298
	B	Personnes morales	5 665	4 775
	C	G.I.E.	17	15
	D	S.C.I.	1 469	1 162
Total			8 787	7 250
Modifications			13 288	10 140
Radiations			7 338	4 836
Dépôts de comptes				10 945

Source : Greffe du Tribunal de Commerce de Bobigny

LA VIE DE L'ENTREPRISE : Démographie d'entreprise (2)

Evolution des enregistrements au Répertoire des Métiers.

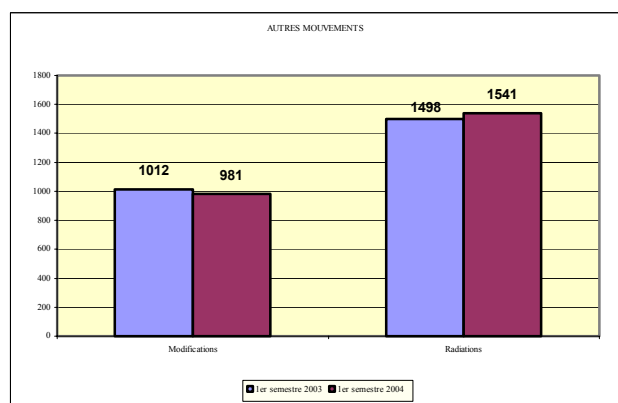
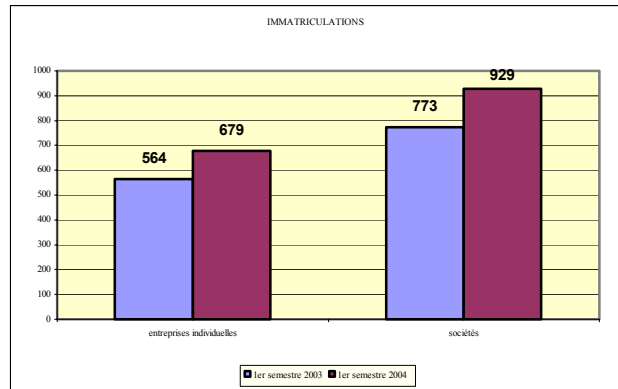
Au cours du premier semestre 2004, 4130 formalités ont été enregistrées, contre 3847 pendant la même période de 2003, ce qui représente une augmentation de 7.35%.

Sur ces 4130 formalités, les immatriculations sont au nombre de 1608 au 30 juin 2004 pour 1337 au 30 juin 2003, soit une augmentation de 20.3%.

La répartition entre les formes individuelles et les formes sociales montre que l'évolution se fait au profit du deuxième groupe.

Il y avait toujours plus de 15% d'écart entre les sociétés et les entreprises individuelles au premier semestre 2004.

En ce qui concerne les radiations, on note que la progression n'est que de 2.9%.



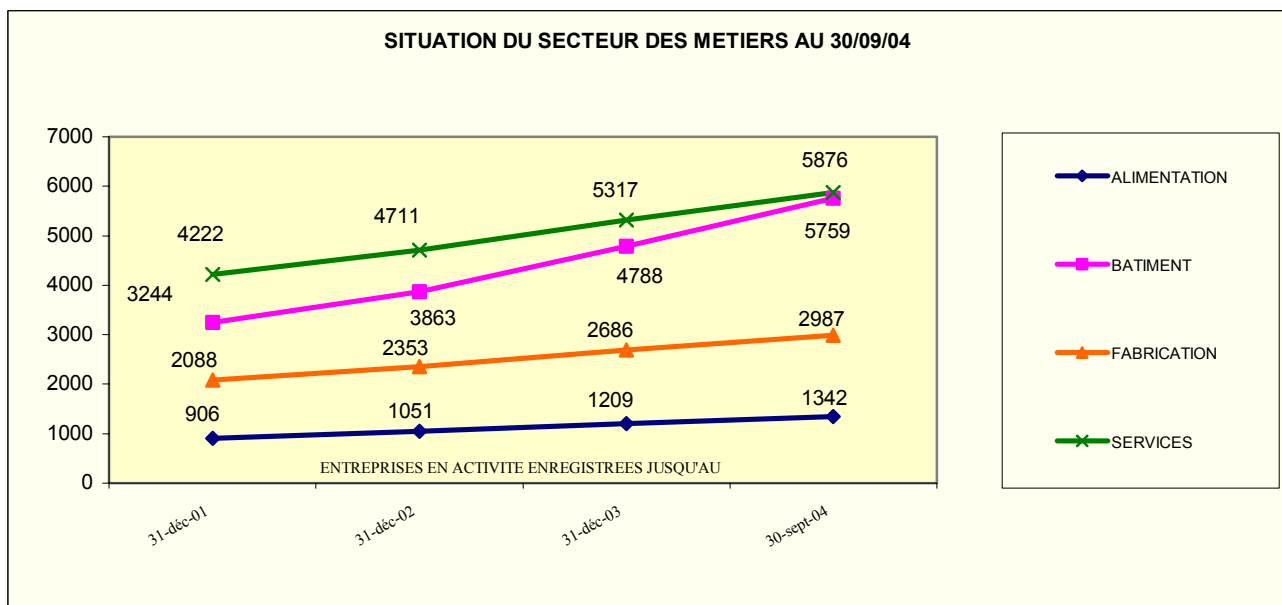
Source : Répertoire de la Chambre des Métiers 93

Evolution du nombre d'entreprises artisanales par secteur d'activité.

Le constat est identique à celui du premier semestre : l'ensemble des secteurs présente un solde positif.

Pour des raisons liées à la nouvelle répartition électorale, le Répertoire des métiers d'où sont issus les chiffres a été réparti en quatre catégories.

Les deux catégories les plus représentées sont le bâtiment et les services. Pour mémoire, les services sont la catégorie hétérogène du répertoire, la nouvelle répartition ayant accentué cette tendance.



LA VIE DE L'ENTREPRISE : Activité des entreprises (1)

Les carnets de commandes

Le gonflement des carnets de commandes au 1^o trimestre 2004, malgré une stabilité en mars, a été généré par une demande accrue en biens de consommation, mais aussi par une reprise des commandes de biens intermédiaires (grâce à progression de la production industrielle)

Cette tendance favorable a été interrompue en mai et juin, notamment en raison des incertitudes liées à la conjoncture internationale, et principalement dans le secteur des biens d'équipement qui a souffert de la suspension des programmes d'investissement de nombreuses entreprises.

Une reprise marquée du rythme de rentrée des commandes a vu le jour en juillet, en prévisions des livraisons de septembre qui ont eu effectivement lieu principalement en début de mois.

Mais la hausse des commandes semble marquer le pas en fin de 3^o trimestre, l'incertitude pesant sur la fin d'année étant réelle, sans toutefois remettre fondamentalement en cause la reprise constatée depuis plusieurs mois. En effet la progression de l'activité industrielle devrait se confirmer, dynamisée par les secteurs des biens intermédiaires et de l'agro-alimentaire.

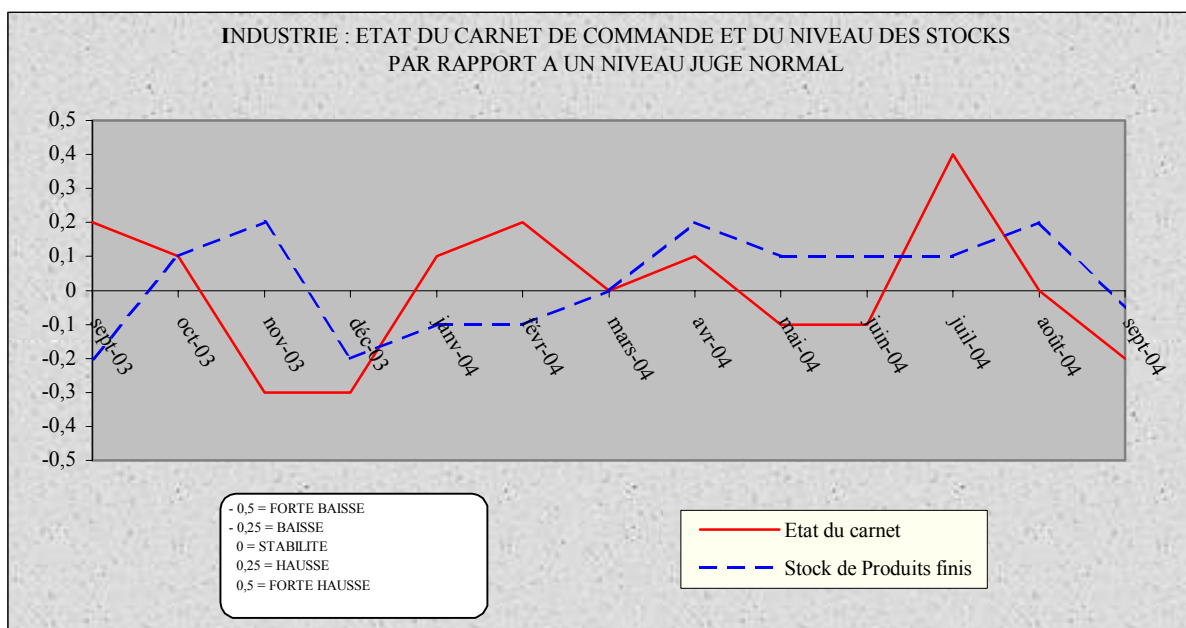
Les stocks de produits finis

Après le gonflement significatif constaté au cours du 3^o trimestre, qui a permis de faire face aux livraisons de fin d'année, les stocks sont jugés majoritairement adaptés à la demande. Ils sont ajustés selon des prévisions souvent difficiles à établir, compte tenu du manque de visibilité des dirigeants, même à court terme.

En effet, d'une manière générale, la demande demeure volatile et le comportement de la clientèle évolue vers une « fidélité » moindre envers ses fournisseurs, d'où cette difficulté à appréhender le niveau des stocks de manière optimale, d'autant plus que la conjoncture internationale reste incertaine et n'est donc pas de nature à favoriser les projections.

Les livraisons massives de fin d'années ont permis aux entreprises industrielles de Seine Saint Denis de reconstituer progressivement leurs stocks au cours du 2^o trimestre 2004, après un premier trimestre d'hésitation sur la demande, afin de répondre favorablement à une reprise de la demande après la pause estivale.

Comme attendu, les livraisons de septembre ont fait plonger les stocks après 5 mois consécutifs de stockage. Les livraisons se sont accélérées de manière significative afin d'assurer les demandes dynamisées par un mois de juillet très dynamique en terme de prise de commandes.



Source : Banque de France / Industrie

LA VIE DE L'ENTREPRISE : Activité des entreprises (2)

Le commerce extérieur en Seine-Saint-Denis

(Comparatif entre le 1^{er} septembre 2003 et le 1^{er} semestre 2004)

Approche globale

Les exportations de la Seine-Saint-Denis représentent au 1^{er} semestre 2004 10,59 % des exportations de la région Ile-de-France (augmentation de 3,42 % par rapport au 1^{er} semestre de l'année précédente) alors que les exportations en Ile-de-France n'ont augmenté que de 2,18 %.

Les importations de la Seine-Saint-Denis pour la même période stagnent légèrement avec + 0,61 % alors que celles de l'Ile-de-France augmentent de + 6,48 %.

Approche sectorielle

La plupart des secteurs affichent une forte progression par rapport au 1^{er} semestre de l'année précédente. La palme reste cependant aux « produits de l'industrie automobile » avec une progression de 37,46 %.

Le secteur des « produits agricoles, sylvicoles et piscicoles » connaît une augmentation qu'il convient de signaler (+ 20 %). Le secteur des « biens intermédiaires » affiche un léger recul (- 11,69 %).

Approche géographique

Le principal partenaire de la Seine-Saint-Denis reste l'Europe (63,31 % des importations et 71,55 % des exportations).

Le second partenaire du département est l'Asie qui représente 21,61 % des importations et 10,50 % des exportations.

A noter une reprise des importations en provenance des Etats-Unis au 1^{er} semestre 2004 par rapport à la même période de l'année passée (+ 36 millions d'euros).

La Chine fait son apparition dans les principaux pays partenaires (à l'importation) et prend la 2^{ème} place derrière l'Allemagne avec 389 millions d'euros (+ 26,71 % d'augmentation par rapport au 1^{er} semestre de l'an dernier).

En ce qui concerne l'Union Européenne, les principaux partenaires à l'expédition restent le Royaume-Uni (338 millions d'euros au 1^{er} semestre 2004), l'Allemagne (281 millions d'euros) et l'Espagne (264 millions d'euros).

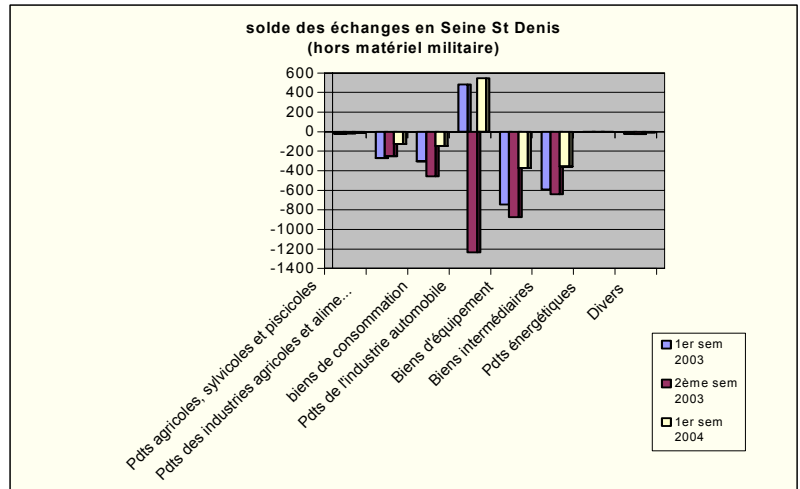
De même, à l'importation, l'Allemagne (757 millions d'euros) et l'Italie (343 millions d'euros) restent les pays fournisseurs communautaires les plus importants du département.

Globalement, les échanges de la Seine-Saint-Denis au 1^{er} semestre 2004 ont connu un développement significatif dû à la redynamisation des exportations du département.

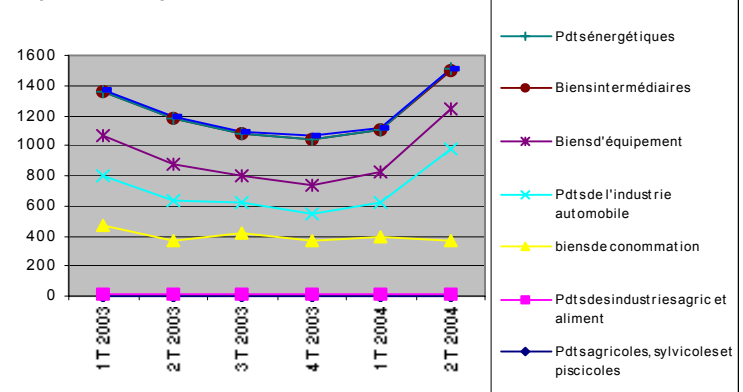
Les statistiques s'entendent département de départ ou de destination des marchandises

Commerce Extérieur

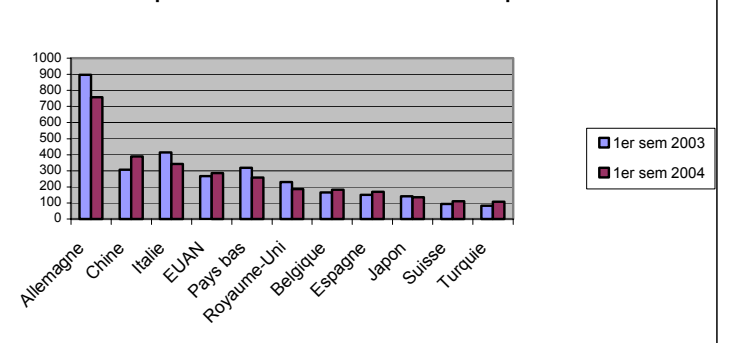
Source : MINEFI



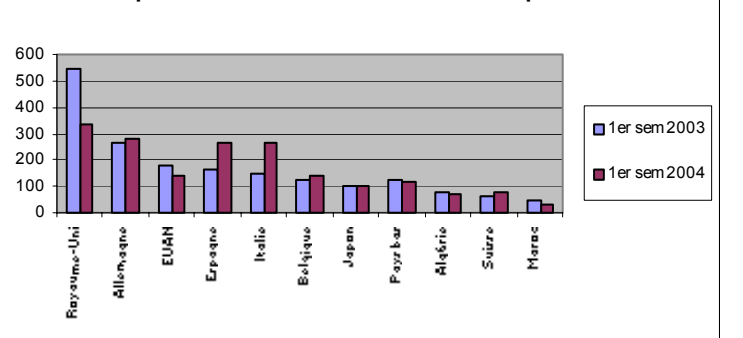
Exportations par secteur de la SSD



comparatif 1er semestre 2003/2004 à l'importation



comparatif 1er semestre 2003/2004 à l'exportation



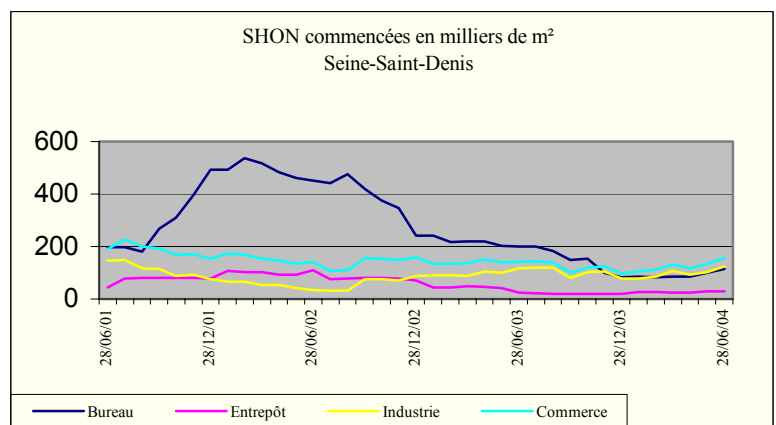
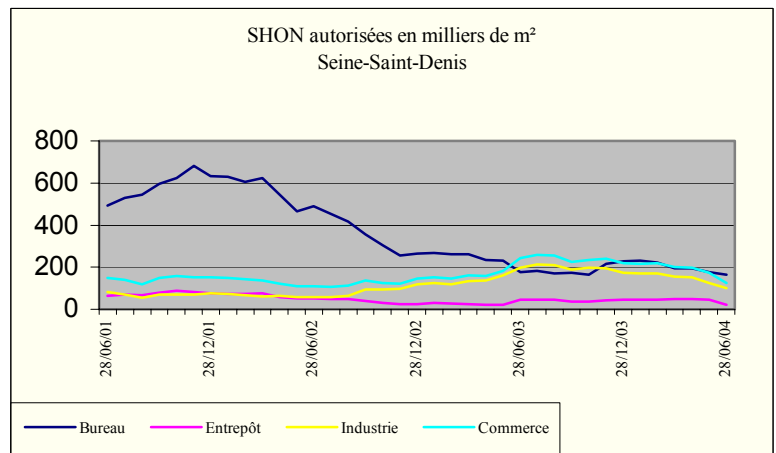
LA VIE DE L'ENTREPRISE : Niveau de l'investissement (1)

Construction des locaux d'activités

Dans un contexte régional peu actif, globalement marqué par une stagnation des mises en chantier des locaux d'activités, la Seine-Saint-Denis semble plutôt mieux tirer son épingle du jeu, avec une progression de l'ordre de 55 % des surfaces commencées en cours du premier semestre 2004.

Ce sont les productions de locaux commerciaux et de locaux industriels qui restent les plus actives avec respectivement 155 000 m² et 125 000 m² commencés depuis un an, soit environ 16 % et 21 % de la production régionale de locaux commerciaux et de locaux industriels.

La tendance baissière des autorisations de construire, tant au niveau régional que départemental (respectivement - 23 % et - 38 % de surfaces autorisées depuis fin 2003) ne laisse pas augurer de reprise prochaine de la production pour l'ensemble des locaux.



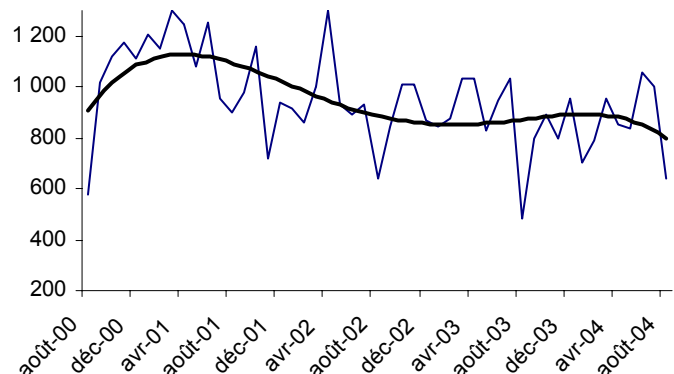
Source : Sitadel (DREIF) / DDE

Véhicules utilitaires

Le marché français des véhicules utilitaires poursuit la reprise amorcée au 1^{er} trimestre 2004 avec une hausse de 6,2 % par rapport à l'année 2003.

Bien que la Seine-Saint-Denis ait été pendant longtemps un marché particulièrement dynamique sur ce créneau, le nombre d'immatriculations de véhicules utilitaires neufs continue de chuter (- 3,4 %) sans pour autant atteindre les chiffres de 2002 (- 13,1 %) et 2003 (- 6,1 %).

VEHICULES UTILITAIRES



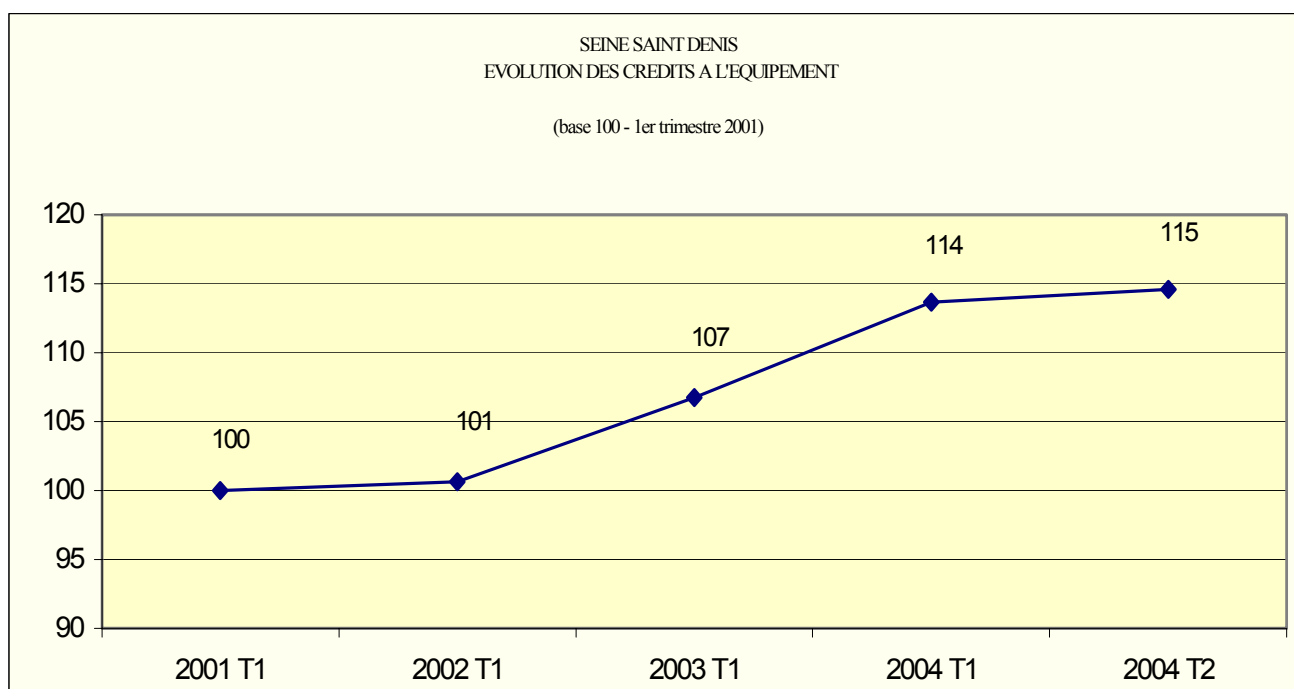
Source : Préfecture 93 / Direction régionale de l'Équipement

LA VIE DE L'ENTREPRISE : Niveau de l'investissement (2)

Crédits à l'équipement des entreprises

Le second semestre 2003 s'était caractérisé par une progression du volume des crédits à l'équipement des entreprises (+ 6 % de juillet à décembre) telle que le département n'en avait pas connue depuis janvier 2001 : après avoir durablement différé le renouvellement de leurs matériels productifs ou leurs investissements de capacité et privilégié la maîtrise de leurs besoins en fonds de roulement en raison de la morosité économique, les entreprises avaient finalement procédé aux dépenses nécessaires pour aborder 2004 dans de bonnes conditions de compétitivité.

Depuis le début de l'année, la tendance reste à la progression des encours de crédits à l'équipement en Seine-Saint-Denis, mais sur un rythme beaucoup plus lent (+ 2 points), comparable à celui du dernier semestre 2002, alors même que les conditions de taux proposées par les établissements de crédit restent favorables. Les entreprises - industrielles notamment - ont à nouveau ralenti leurs investissements de manière significative ; dans un contexte de durcissement de la concurrence étrangère des pays émergents d'Asie (Chine) ou d'Europe de l'Est (Pologne), elles choisissent de stabiliser leur endettement et de conforter leurs positions auprès de leurs clients traditionnels plutôt que d'envisager le lancement immédiat de nouveaux programmes d'équipement.



Source : Banque de France



LES SERVICES

Préfecture de la Seine-Saint-Denis • Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis • Conseil Général de Seine-Saint-Denis • Chambre de Métiers de Seine-Saint-Denis • Tribunal de Commerce • Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle • URSSAF de Paris- Région Parisienne • ASSEDIC de l'Est Francilien • ANPE 93 • Direction départementale d'Équipement 93 • Comité Départemental du Tourisme • Banque de France de Pantin • Banque de France de Saint-Denis • Trésorerie Générale 93 • Direction départementale des Services Fiscaux • Direction régionale des Douanes de Paris-Est

LES SERVICES : L'hôtellerie

Les six premiers mois de l'année 2004 sont marqués par rapport à la même période de l'année 2003 :

- 79.3 % (- 3.5 points) pour l'hôtellerie économique
- 72.8 % identique au 1^{er} sem 2003 pour les 2 étoiles
- 65.7 % (+ 4 points) pour les 3 étoiles
- 58.6 % (+ 2.9 points) pour les 4 étoiles *

La quasi stabilité des prix et de la fréquentation par rapport à la période de référence de 2003 a généré un revenu moyen par chambre quasi identique à l'hôtellerie super-économique et économique.

Il apparaît par contre que les établissements de moyenne et haute gamme ont eu recours à une stratégie de baisse des prix de l'ordre de 10 % pour les trois étoiles et de 15 % pour les quatre étoiles.

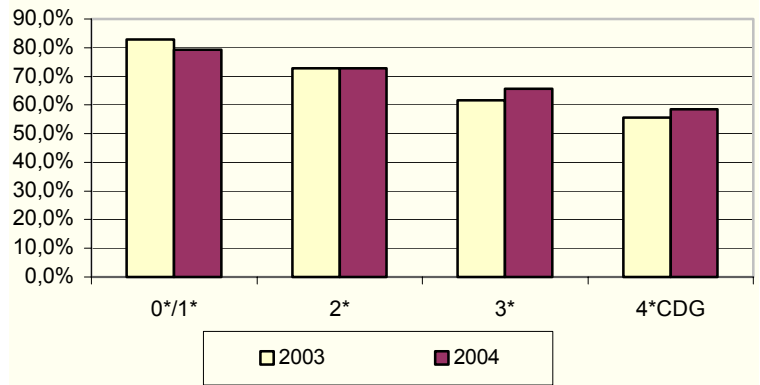
Il en résulte malgré un accroissement notable de la clientèle un revenu par chambre qui demeure en recul sensible par rapport à la même période (janvier-juin) de 2003 pour les hôtelleries moyenne gamme (- 4 %) et un recul important pour l'hôtellerie haut de gamme (- 9 %) de la plate-forme de Roissy.

Les premiers éléments concernant le premier semestre à Paris et en Ile-de-France confortent le constat d'une certaine reprise de l'activité hôtelière, en particulier, pour les établissements moyenne et haute gamme, due à un certain retour des touristes étrangers (en particulier des clientèles américaines et japonaises) et à l'augmentation des nuitées (clientèle nationale).

Les résultats des mois d'automne correspondant à une période de forte activité de tourisme d'affaires dans le département seront déterminants pour la réussite de l'activité touristique de l'année 2004.

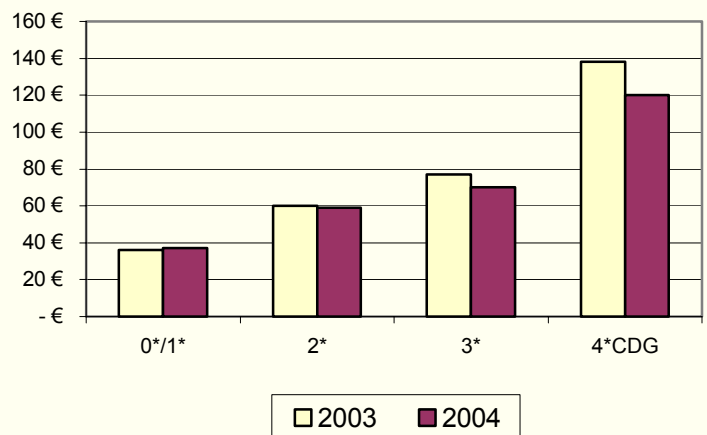
Remarque : Tenant compte du faible nombre d'établissements quatre étoiles (2) sur le territoire de la Seine-Saint-Denis à proximité de Roissy il a été ici tenu compte de l'ensemble des hôtels de la plate-forme aéroportuaire.

Taux d'occupation 1er semestre



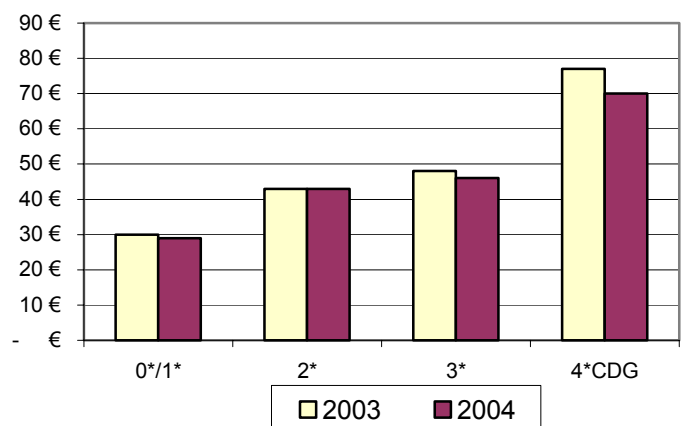
Source : Comité départemental du tourisme 93

Prix moyen 1er semestre



Source : Comité départemental du tourisme 93

Revenu moyen par chambre 1er semestre



Source : Comité départemental du tourisme 93

* l'ensemble des hôtels de la plate-forme de Roissy (départements 93, 95, 77) ont ici été pris en considération

EVOLUTION DE LA CONJONCTURE DANS LES TRANSPORTS ROUTIERS EN SEINE-SAINT-DENIS

(AVRIL-SEPTEMBRE 2004)

La bonne tenue du secteur du transport routier constatée jusqu'au 1^o trimestre 2004 semble se confirmer, et ce jusqu'à la fin du mois de septembre. Les transporteurs font état d'un raffermissement de la demande qui, contrairement aux trimestres précédents, reste moins générée par la disparition de certaines sociétés suite à des dépôts de bilan, que par une accélération des échanges commerciaux.

En effet, la demande des ménages français en produits manufacturés reste globalement bonne et l'intensification du trafic permet aux transporteurs de limiter les durées d'immobilisation de leurs véhicules.

De plus, la demande inter-industrielle, principalement à destination de l'export et plus particulièrement des pays de l'Union Européenne, reste dynamique et génère des contrats à l'international.

Cette tendance se confirme d'une manière significative au mois de septembre, qui bénéficie certes d'une saisonnalité plus favorable après la pause estivale, mais de manière plus intense que lors des années précédentes.

Les entreprises font toujours état d'importantes difficultés de recrutement de chauffeurs, compensées par du recours à l'intérim qui débouche parfois sur des embauches fermes, mais le coût élevé de cette pratique pénalise fortement les marges.

Les prix de facturation connaissent une hausse sensible depuis le 1^o trimestre 2004, afin de répercuter la hausse des prix du carburant (+ 16 % sur 12 mois) constatée dans tout le secteur. Il semblerait que la clientèle accepte assez facilement ces révisions tarifaires avec indexation des prix au kilomètre en fonction de l'évolution des cours du pétrole.

De nouvelles revalorisations tarifaires sont attendues suite aux hausses des coûts de revient (fuel, coûts salariaux) mais ce phénomène ne devrait pas entraver la croissance du marché à court terme. Même si les entreprises font état de difficultés à réaliser des prévisions, la bonne tendance actuelle devrait en principe se poursuivre au cours des prochains mois.



INDICATEURS D'ATTRACTIVITE, D'IMAGE

Préfecture de la Seine-Saint-Denis • Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis • Conseil Général de Seine-Saint-Denis • Chambre de Métiers de Seine-Saint-Denis • Tribunal de Commerce • Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle • URSSAF de Paris- Région Parisienne • ASSEDIC de l'Est Francilien • ANPE 93 • Direction départementale d'Equipement 93 • Comité Départemental du Tourisme • Banque de France de Pantin • Banque de France de Saint-Denis • Trésorerie Générale 93 • Direction départementale des Services Fiscaux • Direction régionale des Douanes de Paris-Est

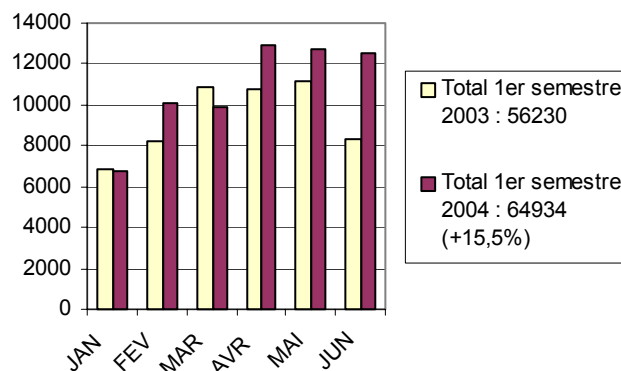
Indicateurs d'attractivité, d'image

Les principaux sites de tourisme d'agrément du département ont connu une fréquentation en hausse au 1^{er} semestre 2004 par rapport à la même période de référence de l'année 2003. Ils s'inscrivent ainsi avec une reprise plus ou moins importante dans une tendance constatée à l'échelle de Paris et de la Région Ile-de-France.

BASILIQUE DE SAINT-DENIS

Au premier semestre 2004 la Basilique Royale de Saint-Denis a connu une fréquentation en nette hausse (+ 15.5%) par rapport à la période de référence de 2003. Elle retrouve ainsi après deux années moins fortes un niveau équivalent à celui de 2001. Des efforts de promotion avec la réalisation d'une plaquette d'appel, une politique dynamique d'animation avec notamment "les enfants du patrimoine" et des événements médiatisés comme la déposition du cœur de Louis XVII ont vraisemblablement favorisé cette tendance. L'organisation d'une grande exposition intitulée "Basilique secrète" mettant en valeur de nombreux éléments provenant des fouilles archéologiques de Saint-Denis devrait conforter au second semestre de 2004 la reprise de fréquentation amorcée au début de l'année.

Basilique de Saint-Denis
Fréquentation 1er semestre 2004/2003



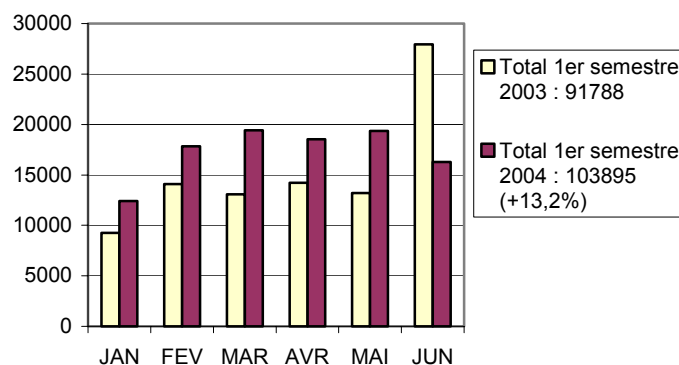
Source : Caisse des Monuments Historiques

MUSEE DE L'AIR ET DE L'ESPACE

Le renouvellement de l'attractivité du Musée de l'air et de l'espace avec un renforcement de son offre grâce notamment à la présentation du Boeing 747 aménagé conjugué à un travail de promotion vers les opérateurs du tourisme et le grand public ont contribué à une augmentation quasi continue de la fréquentation du Musée de l'air et de l'espace du Bourget. Ainsi, en moyenne semestrielle, le musée enregistre une progression de 13.2 % alors même que, contrairement à 2003, le Musée ne pouvait pas compter, en juin, sur l'effet d'entraînement du Salon International de l'Aéronautique et de l'Espace. De plus l'organisation d'événements grand public a permis de capter un public complémentaire.

Pour la seconde moitié de l'année l'ouverture au public des deux Concorde devrait permettre de prolonger la tendance à la hausse.

Musée de l'air et de l'espace
Fréquentation 1er semestre 2004/2003



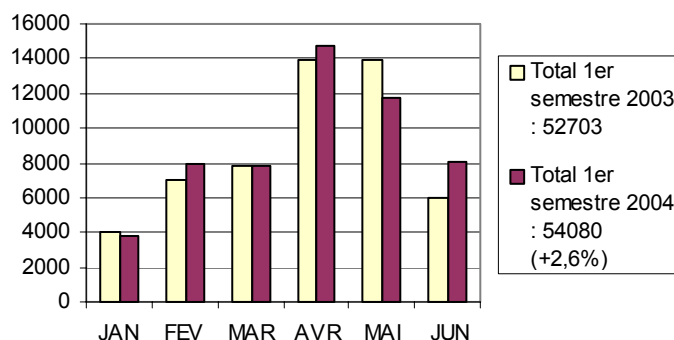
Source : Musée du Bourget

STADE DE FRANCE

Alors que les visites du Stade de France connaissaient depuis plusieurs années, après la période de lancement particulièrement forte, une baisse relativement continue de leur fréquentation, le premier semestre 2004 amorce une légère reprise (+ 2.6 %).

Les efforts de communication sur le site lui-même auprès du grand public ainsi que des événements de grande notoriété et des manifestations sportives au retentissement national et international ont sans doute contribué à ce résultat nouveau. L'analyse de la fréquentation des visites du second semestre permettra peut-être de valider l'hypothèse selon laquelle cet équipement a désormais atteint une certaine "vitesse de croisière".

Visites du Stade de France
Fréquentation 1er semestre 2004/2003



Source : Stade de France



TRANSFERTS DE SIEGES SOCIAUX

Attractivité de la Seine-Saint-Denis pour les entreprises mesurée par le biais de l'installation de sièges sociaux

De janvier à août 2004, 178 sièges d'entreprises se sont installés dans le département tandis que 146 l'ont quitté.

Le solde, positif sans discontinuer depuis 4 ans, affiche en outre une forte augmentation par rapport à 2003 (solde positif de 29 entrées en 12 mois) qui illustre le fait que l'attractivité de la Seine-Saint-Denis continue à progresser.

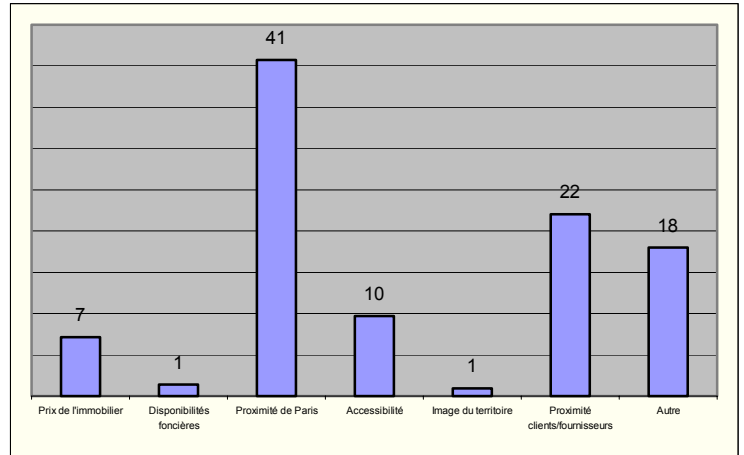
Source : Banque de France

IMAGE DE LA SEINE-SAINT-DENIS (1)

Enquête d'opinion semestrielle (Cf : note méthodologique)

Principal avantage à l'implantation en Seine-Saint-Denis

Pour les entreprises interrogées, le principal avantage à l'implantation serait la proximité de Paris (41%), suivi de la proximité des clients et des fournisseurs (22%) et de l'accessibilité (10%). Si la situation géographique et l'accessibilité constituent un avantage pour les entreprises et peuvent donc être considérés comme des éléments vecteurs d'attractivité, il n'en va pas de même pour l'image du territoire (1% des entreprises seulement la considère comme un avantage à l'implantation), ou pour les disponibilités foncières (1% également des entreprises les considèrent comme un avantage).



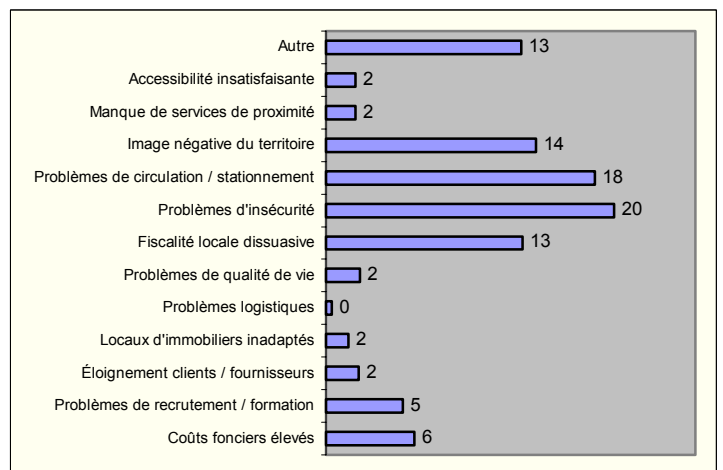
Source : Médiamétrie/CCIP93

Principal inconvénient à l'implantation en Seine-Saint-Denis

Pour les entreprises implantées sur le territoire, les principaux inconvénients à leur implantation sont dans l'ordre :

- les problèmes d'insécurité (20%)
- les problèmes de circulation et de stationnement (18%)
- l'image négative du territoire (14%)
- une fiscalité locale dissuasive (13%)

Si on considère que les problèmes d'insécurité concourent de l'image négative du territoire, alors l'image de leur département constituerait le principal inconvénient que rencontrent les entreprises de Seine-Saint-Denis.



Source : Médiamétrie/CCIP93

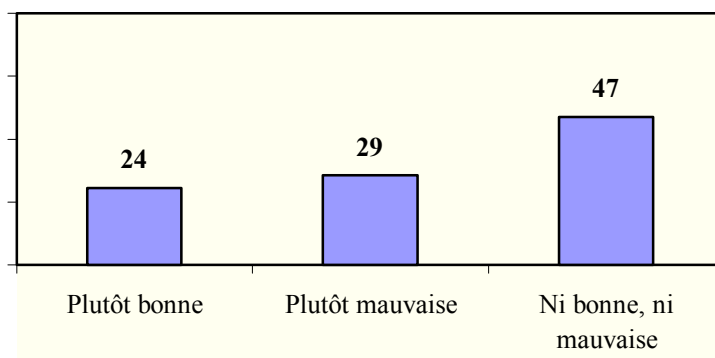
IMAGE DE LA SEINE-SAINT-DENIS (2)

Enquête d'opinion semestrielle (Cf : note méthodologique)

Image du territoire : perception générale

Près d'un tiers des entreprises du département ont une image plutôt négative de leur territoire.

A noter tout de même que 47% des chefs d'entreprise ont un avis mitigé sur la question.

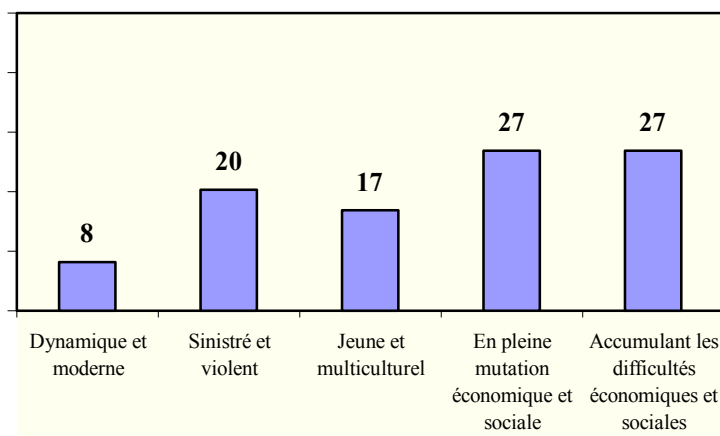


Source : Médiamétrie/CCIP93

Image du territoire : perception détaillée

Ces chiffres mettent en valeur l'ambivalence d'un département comme la Seine-Saint-Denis : 27% des entreprises considèrent le département comme un territoire accumulant des difficultés économiques et sociales, mais le même pourcentage d'entreprises est conscient de l'évolution actuelle du département (en pleine mutation économique et sociale).

Par ailleurs, si 20% des entreprises qualifient le département de territoire sinistré et violent, 17% d'entre elles le voient comme un territoire jeune et multiculturel.



Source : Médiamétrie/CCIP93



L'EMPLOI

Préfecture de la Seine-Saint-Denis • Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis • Conseil Général de Seine-Saint-Denis • Chambre de Métiers de Seine-Saint-Denis • Tribunal de Commerce • Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle • URSSAF de Paris- Région Parisienne • ASSEDIC de l'Est Francilien • ANPE 93 • Direction départementale d'Equipement 93 • Comité Départemental du Tourisme • Banque de France de Pantin • Banque de France de Saint-Denis • Trésorerie Générale 93 • Direction départementale des Services Fiscaux • Direction régionale des Douanes de Paris-Est

L'EMPLOI : Le marché du travail (1)

Les demandes d'emplois en fin de mois (DEFM)

Le nombre de DEFM (catégorie 1) est en augmentation de 2 % entre août 2003 et août 2004. Cette augmentation est légèrement en deçà de celle notée pour l'Ile-de-France, soit + 2,2 %.

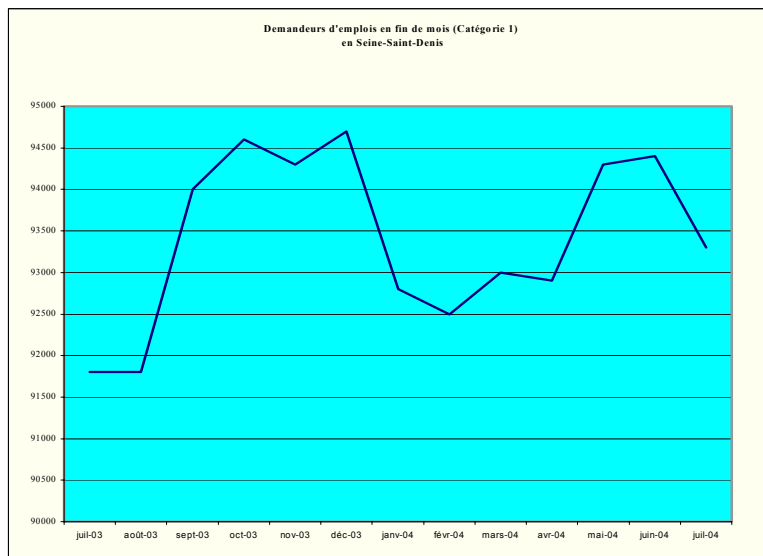
On observe que l'évolution du chômage de longue durée est en baisse en Seine-Saint-Denis (- 1,3 %) alors qu'en Ile-de-France, elle augmente de + 8,9 %.

La catégorie 6 (personnes occupant une activité temporaire de plus de 78 heures dans le mois) suit une moindre évolution (+ 22 %) et qui reste en deçà de l'évolution régionale (+ 22,2 %).

On note que l'augmentation la plus forte concerne pour la catégorie 1, les demandeurs de moins de 25 ans (+ 6,5 %). Cette variation est moins importante de presque 2 points par rapport à l'évolution constatée pour l'Ile-de-France (+ 8,2 %).

La population féminine augmente plus rapidement que la population masculine (3,3 % pour les femmes contre 0,8 % pour les hommes).

Les plus de 50 ans suivent une légère baisse de - 0,3 % en Seine-Saint-Denis contre - 0,7 % en Ile-de-France.



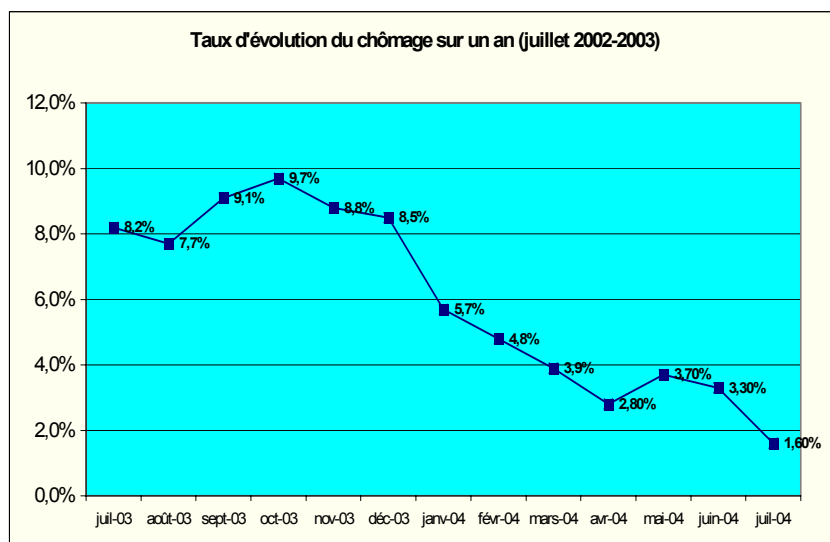
Source : ANPE 93 et DDTEFP

LES TAUX D'EVOLUTION DU CHOMAGE SUR UN AN

Le taux d'évolution du chômage sur l'année 2003 a été de 8.5%.

Les taux ont oscillé pour la plupart entre 8.2% et 9.7% selon les mois avec une baisse en août et à partir de novembre 2003.

Depuis cette date et jusqu'en avril 2004, on assiste à une accélération de cette tendance à la baisse puisque les taux d'évolution, entre ces deux dates passent de 5.7% à 2.8%. Après une légère remontée, ils redescendent tout particulièrement en juillet 2004 à 1.6% contre 8.2% un an auparavant.





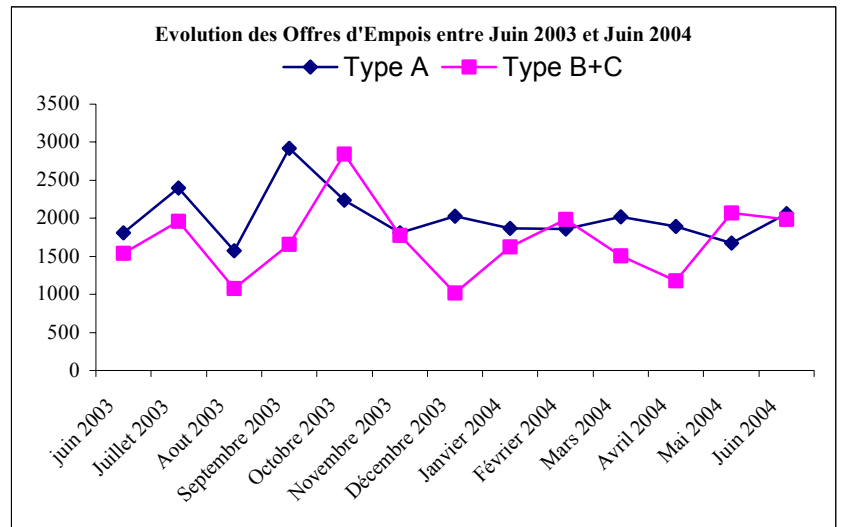
L'EMPLOI : Le marché du travail (2)

Les offres d'emplois enregistrés OEE)

Depuis décembre 2003, les OEE ont augmenté de 32,2 % en Seine-Saint-Denis.

Les offres d'emploi de type A (emploi durable > 6 mois) ont augmenté de 2 %. Leur part dans les offres d'emploi totales a baissé de 15,6 points passant de 66,6 % en décembre 2003 à 51 % à fin juin 2004.

Pour les offres d'emploi de type B et C, qui correspondent à des emplois temporaires ou occasionnels, l'évolution, depuis décembre 2003, est de 95,6 %. On passe de 1 016 à 1 987 OEE à fin juin 2004 soit une part de 49 % contre 33,4 % à fin décembre 2003.

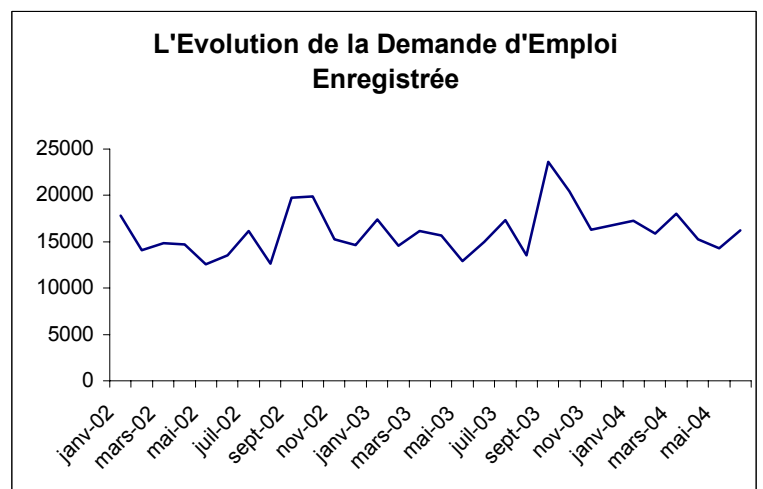


Source : ANPE 93

Les demandes d'emplois enregistrés

La demande d'emploi de catégorie 1 enregistrée pour les premiers semestres 2003 et 2004 est en augmentation de 5,8 %.

La progression de la demande d'emploi enregistrée est, à fin août 2004 pour le département 93 inférieur de 5,5 points par rapport à la région Ile-de-France.



Source : ANPE 93

L'EMPLOI : Le marché du travail (3)

Taux de chômage

A la fin du premier semestre 2004, le taux de chômage s'élevait en Seine-Saint-Denis à 14% au sens du BIT contre 10% pour l'ensemble régional et 9.9% en France métropolitaine.

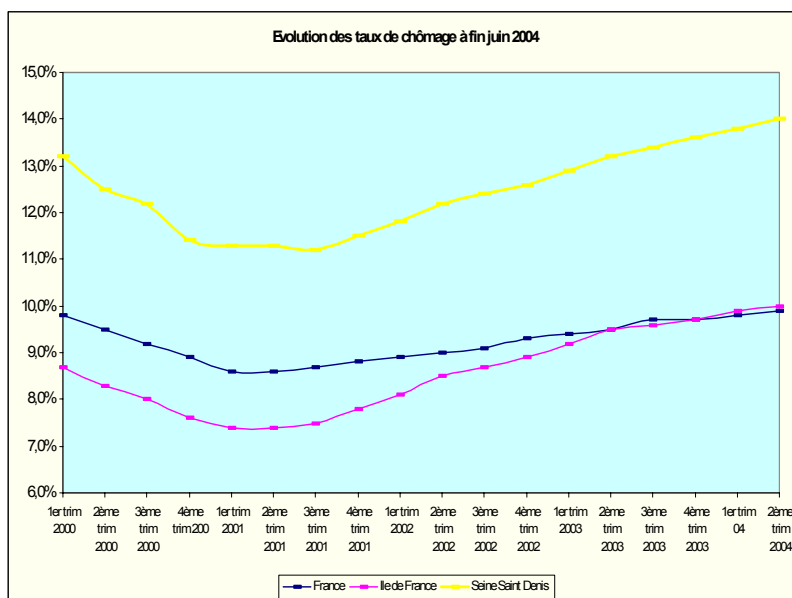
Par rapport au premier trimestre 2004, le taux de chômage en Seine-Saint-Denis a progressé de 0.2 point tout comme dans les Hauts de Seine et la Seine et Marne. En revanche, le Val d'Oise a connu une augmentation supérieure (0.4 point). Il faut aussi souligner la stagnation des taux de chômage de l'Essonne et des Yvelines et le recul de 0.1 point à Paris.

Sur un an (2t03/2t04), 4 départements ont vu leur taux de chômage progresser de plus 0.4 point : la Seine et Marne, le Val d'Oise, la Seine Saint Denis et le Val de Marne. La hausse des taux de ces 4 départements a été supérieure à la région (0.2). Les autres départements ont en général progressé de 0.2 points exceptés les Yvelines (0.3) et Paris (-0.1).

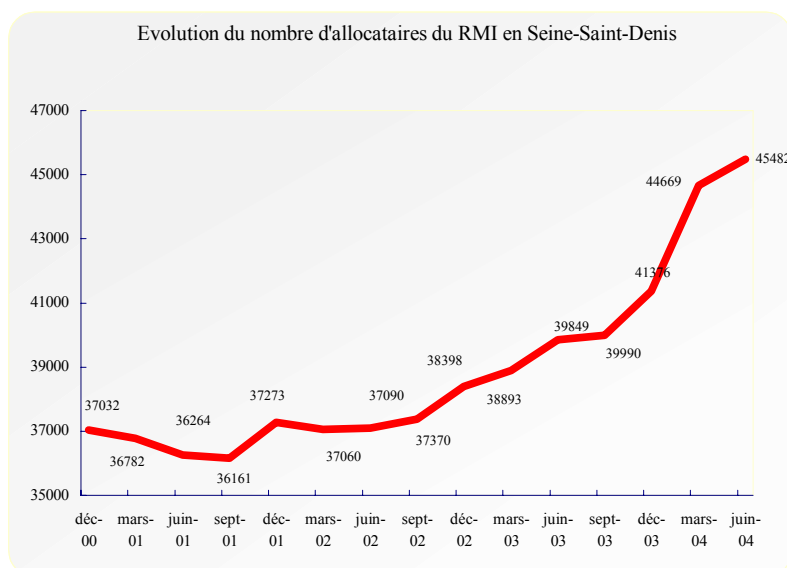
Le chômage qui progresse partout en Ile de France, semble toucher davantage l'est et le nord de la région, lieux de concentration industrielle; ce qui tend à prouver que le processus de désindustrialisation n'est pas terminé.

Le nombre de bénéficiaires du RMI

Le nombre d'allocataires du RMI continue et augmente sa progression en Seine-Saint-Denis. + 14,1% entre juin 2003 et juin 2004, ce qui a représenté 5 633 allocataires supplémentaires. Cette forte hausse fait suite à une augmentation déjà importante de 7,8% en 2003 (de janvier à décembre). Pendant les 6 premiers mois de l'année 2004, le nombre d'allocataires du RMI est passé de 41 376 à 45 482, soit une augmentation de 9,92%. On voit ici, de manière partielle, les conséquences de l'entrée en vigueur depuis janvier 2004 du nouveau régime d'indemnisation du chômage



Source : DDTEFP



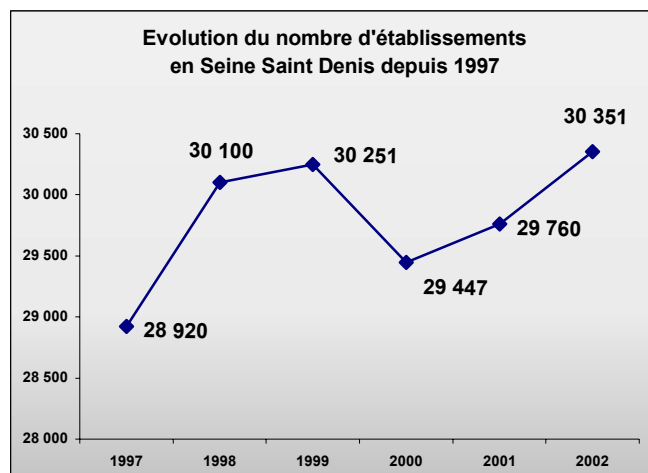
Source : CAF et Conseil Général

L'EMPLOI : Le marché de l'emploi (1)

Evolution du nombre d'entreprises employant de la main d'œuvre de 1997 à 2002

En 5 ans, la Seine Saint Denis a vu son nombre d'établissements croître de 6%, passant de 28920 à 30351 soit un gain de 1431 entreprises.

En terme de progression par taille, la tendance est à la hausse dans toutes les catégories avec une progression de 19% du nombre d'établissements de plus de 50 salariés (180 établissements en plus). Les établissements de moins de 50 salariés progressent de 3.4% (950 établissements supplémentaires). En 2002, 97% des établissements sont composés de moins de 50 salariés, pourcentage stable depuis 5 ans.



Source : DDTEFP / Groupement des ASSEDICS de la Région Parisienne

L'évolution sur 5 ans du nombre de salariés

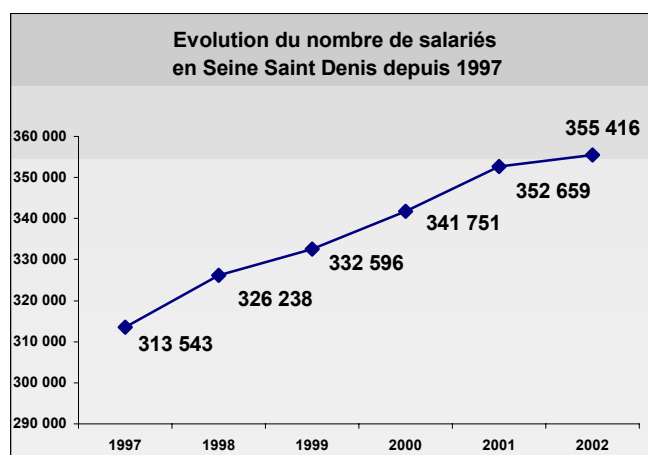
L'emploi salarié n'a cessé de croître depuis 1997, dans notre département, passant de 313 543 à 355 416 emplois. Le gain, sur cette période est de 41 873 emplois soit une hausse de 13.3%, ce qui correspond à une progression moyenne annuelle de 2.7% de l'emploi salarié en Seine Saint Denis.

En terme de secteur, l'emploi a reculé dans l'industrie (-6855) mais il a fortement progressé dans le tertiaire (+ 45 822). Le secteur du BTP a continué de créer des emplois (+2899).

Cette évolution traduit bien la tendance à la désindustrialisation de notre département et l'accélération de la tertiarisation des emplois.

En effet le poids des emplois de l'industrie est passé en 5 ans de 20.6% à 16.3%. A contrario, le poids du tertiaire a cru nettement passant de 69.9% à 74.1%.

En terme de territoire, la création d'emploi, sur la période 1997-2002, s'est faite dans les pôles d'activités tertiaires tels que la Plaine St Denis, Roissy / Villepinte et Marne la Vallée.



Source : DDTEFP / Groupement des ASSEDICS de la Région Parisienne

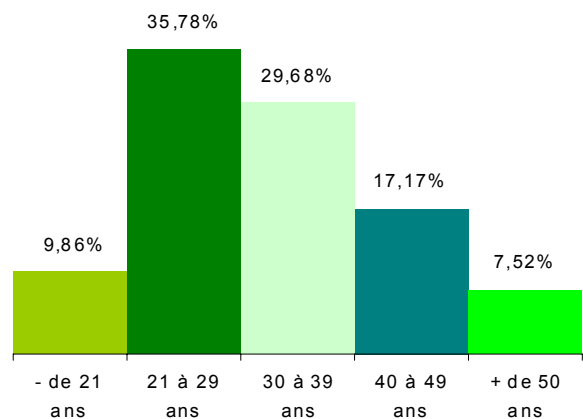
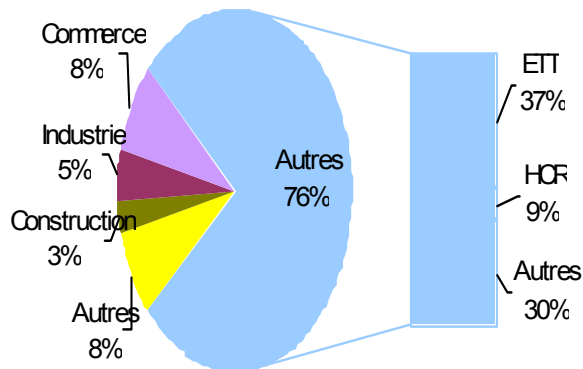
L'EMPLOI : Le marché de l'emploi (2)

Les Déclarations Uniques d'Embauches (DUE) par secteur d'activités, par sexe et par tranche d'âge

Après une année de baisse sensible en 2003, le nombre de DUE s'affiche en progression ce trimestre, grâce essentiellement à une hausse marquée dans le secteur des services.

	Secteur d'activité	Déclaration d'embauche 1er Trim 04	Evolution 1T04 /1T03
SERVICES	Transports	5 120	5,85%
	Activités financières	433	-13,75%
	Activités immobilières	642	29,18%
	Services aux entreprises	62 746	3,64%
	Services aux particuliers	33 178	2,02%
COMMERCE	Commerce	10 492	-0,95%
INDUSTRIE	Industries agricoles et alimentaires	622	-8,66%
	Industries des biens de consommation	3 978	-36,14%
	Industrie automobile	130	-62,86%
	Industries des biens d'équipement	609	32,10%
	Industries des biens intermédiaires	599	-19,60%
	Energie	35	12,90%
CONSTRUCTION	Construction	4 034	13,28%
AUTRES	Agriculture, sylviculture, pêche	7	-41,67%
	Education, santé, action sociale	4 522	13,33%
	Administration	3 058	8,06%
	Inconnue	2 423	-32,60%
	TOTAL	132 628	+0,49%

Femme	Homme
32%	68%



Source : URSSAF de Paris – Région Parisienne



NOTE METHODOLOGIQUE

Préfecture de la Seine-Saint-Denis • Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis • Conseil Général de Seine-Saint-Denis • Chambre de Métiers de Seine-Saint-Denis • Tribunal de Commerce • Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle • URSSAF de Paris- Région Parisienne • ASSEDIC de l'Est Francilien • ANPE 93 • Direction départementale d'Equipement 93 • Comité Départemental du Tourisme • Banque de France de Pantin • Banque de France de Saint-Denis • Trésorerie Générale 93 • Direction départementale des Services Fiscaux • Direction régionale des Douanes de Paris-Est



DONNEES SUR LA CONSTRUCTION NEUVE (SITADEL)

- l'autorisation de construire, pour les permis ayant reçu un avis favorable de l'autorité compétente qui donne lieu à la série des permis autorisés,
- la déclaration d'ouverture de chantier qui donne lieu à la série des permis commencés,
- la déclaration d'achèvement de travaux dont les séries ne sont pas publiées par manque de fiabilité des données.

Les données publiées disponibles sont en date de prise en compte et en dates réelles, qui ne sont disponibles et stabilisées qu'après un délai important nécessaire à la collecte de l'information.

DONNEES SUR LA COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS NEUFS (ECLN)

L'enquête sur la commercialisation des logements neufs (ECLN) est exhaustive et son objectif est l'observation conjoncturelle du marché de la promotion privée immobilière de logements neufs.

- Le champ de l'enquête : l'enquête utilise comme base de sondage l'ensemble des permis ayant au moins 5 logements neufs, dont au moins 1 est destiné à la vente sur le marché de la promotion immobilière.
- Les mises en vente : on appelle « mises en ventes » les logements nouvellement offerts à la commercialisation par les promoteurs au cours de l'année enquêtée.
- Les ventes ou réservations : l'enquête recense les réservations, avec dépôt d'arrhes effectuées sur chaque programme. Dans la présentation des résultats, on parle indifféremment de ventes ou de réservations.

NOMBRE D'ENTREPRISES ARTISANALES PAR SECTEUR D'ACTIVITE

Les chiffres communiqués sont issus des mouvements enregistrés au répertoire des métiers.

La répartition a été faite par codes d'activités selon la nomenclature d'activités (NAFA), en fonction de l'ancienne répartition en sept catégories qui à l'avantage d'offrir une meilleure ventilation des activités.

Selon le dernier traitement opéré courant avril, les chiffres s'analysent comme suit.

Il s'agit de l'état du fichier depuis sa création, arrêté à une date anniversaire (31 décembre 2001, 31 décembre 2002, 31 décembre 2003 et 31 mars 2004).

ETAT DES CARNETS DE COMMANDES ET DU NIVEAU DES STOCKS PAR RAPPORT AU NIVEAU JUGE NORMAL

Ces données sont issues des enquêtes de conjoncture réalisées mensuellement par les succursales de la Banque de France de Saint-Denis et de Pantin, auprès d'un échantillon représentatif de 48 entreprises industrielles de Seine-Saint-Denis.

Elles concernent uniquement les entreprises du secteur industriel, à savoir les fabricants de biens intermédiaires, de biens de consommation, de biens d'équipement et l'industrie agro- alimentaire.

En sont exclues les entreprises du BTP.

Préfecture de la Seine-Saint-Denis • Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis • Conseil Général de Seine-Saint-Denis • Chambre de Métiers de Seine-Saint-Denis • Tribunal de Commerce • Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle • URSSAF de Paris- Région Parisienne • ASSEDIC de l'Est Francilien • ANPE 93 • Direction départementale d'Equipement 93 • Comité Départemental du Tourisme • Banque de France de Pantin • Banque de France de Saint-Denis • Trésorerie Générale 93 • Direction départementale des Services Fiscaux • Direction régionale des Douanes de Paris-Est



IMMATRICULATIONS AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS (RCS)

Les immatriculations ont été subdivisées dans les 4 catégories connues actuellement :

- Personnes physiques : lettre A dans le numéro RCS
- Personnes morales : lettre B dans le numéro RCS
- Groupe Intérêts Economique : lettre C dans le numéro RCS
- Sociétés civiles : lettre D dans le numéro RCS

Sur la dernière ligne du tableau apparaît le chiffre concernant les dépôts des Comptes Annuels déposés au greffe.

EVOLUTION DE LA CONJONCTURE DANS LES TRANSPORTS ROUTIERS

Ces données sont issues des enquêtes de conjoncture mensuelles de la Banque de France de Seine-Saint-Denis, réalisées auprès de sociétés de transport routier du département réalisant un CA annuel supérieur à 750 000 euros.

IMAGE DE LA SEINE-SAINT-DENIS

L'analyse provient de l'exploitation d'une partie des données de l'enquête de conjoncture, enquête d'opinion réalisée tous les semestres par Médiamétrie pour le compte de la CCIP 93.

Les entretiens sous revue ont été conduits par téléphone du 6 au 22 septembre 2004 auprès d'un échantillon de 1 100 dirigeants d'entreprises de moins de 500 salariés du département.

INDICATIONS DE LECTURE

CVS : corrigées des variations saisonnières

DB : données brutes

Glissement annuel en % : taux de croissance du mois (ou trimestre) de l'année par rapport au mois (ou trimestre) de l'année précédente)

Taux de chômage au sens du BIT (Bureau International du Travail) : données corrigées des variations saisonnières

SHON : Surface hors œuvre nette

CAF/FAB : Pour le commerce extérieur de la France, la valeur des échanges est prise en compte au passage de la frontière. Cette comptabilisation est dite CAF/FAB : Pour les importations Coût, Assurance et Frais compris jusqu'à notre frontière nationale, pour les exportations, Franco A Bord à notre frontière.



CONTACTS

Préfecture de la Seine-Saint-Denis • Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis • Conseil Général de Seine-Saint-Denis • Chambre de Métiers de Seine-Saint-Denis • Tribunal de Commerce • Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle • URSSAF de Paris- Région Parisienne • ASSEDIC de l'Est Francilien • ANPE 93 • Direction départementale d'Equipement 93 • Comité Départemental du Tourisme • Banque de France de Pantin • Banque de France de Saint-Denis • Trésorerie Générale 93 • Direction départementale des Services Fiscaux • Direction régionale des Douanes de Paris-Est

SECRETARIAT CLUB 93 CONJONCTURE

Catherine BRAULT
Préfecture de la Seine-Saint-Denis
Tél : 01.41.60.66.20 / Fax : 01.41.60.66.81
Actions-Etat@seine-saint-denis.pref.gouv.fr

Données	Correspondants à contacter
---------	----------------------------

LES MENAGES

Crédits à la consommation des ménages, encours et dépôts	Anne FLOIRAS Banque de France Tél : 01.48.13.35.46 Anne.floiras@banque-France.fr
Immatriculations de véhicules particuliers	Catherine BRAULT Préfecture de la Seine-Saint-Denis Tél : 01.41.60.66.20 / Fax : 01.41.60.66.81 Actions-Etat@seine-saint-denis.pref.gouv.fr
Marché de l'immobilier neuf (mises en vente, ventes, prix)	Direction Départementale de l'Équipement 93 Patrick JULES Tél : 01.41.60.67.24 / patrick.jules@equipement.gouv.fr Chantal NIASSOU Tél : 01.41.60.67.27 / chantal.niassou@equipement.gouv.fr
Crédit à l'habitat	Anne FLOIRAS Banque de France Tél : 01.48.13.35.46 Anne.floiras@banque-France.fr
Le marché des logements collectifs neufs et leur prix au m ² Le volume de la construction des logements neufs	Direction Départementale de l'Équipement 93 Patrick JULES Tél : 01.41.60.67.24 / patrick.jules@equipement.gouv.fr Chantal NIASSOU Tél : 01.41.60.67.27 / chantal.niassou@equipement.gouv.fr

LA VIE DE L'ENTREPRISE

Mouvements des entreprises	Pierre DANGU Tribunal de Commerce de Bobigny Tél : 01.48.95.15.39 / Télécopie : 01.40.30.22.91
Mouvements de l'Artisanat	Eric FROEHLICHER Chambre de Métiers 93 eric.froehlicher@cm-bobigny.fr
Analyse des rapports entre l'évolution des carnets de commandes et les stocks	Julien PARROD Banque de France julien.parrod@banque-france.fr
Le commerce extérieur	Patricia JACQUES Direction Régionale des Douanes de Paris-Est Tél : 01.64.62.75.27 / patricia.jacques@douane.finances.gouv.fr

LA VIE DE L'ENTREPRISE (suite)	
La construction des locaux d'activités	Direction Départementale de l'Équipement 93 Patrick JULES Tél : 01.41.60.67.24 / patrick.jules@equipement.gouv.fr Chantal NIASSOU Tél : 01.41.60.67.27 / chantal.niassou@equipement.gouv.fr
Immatriculations de véhicules utilitaires	Catherine BRAULT Préfecture de la Seine-Saint-Denis Tél : 01.41.60.66.20 / Fax : 01.41.60.66.81 Actions-Etat@seine-saint-denis.pref.gouv.fr
Crédits aux entreprises	Direction Départementale de l'Équipement 93 Patrick JULES Tél : 01.41.60.67.24 / patrick.jules@equipement.gouv.fr Chantal NIASSOU Tél : 01.41.60.67.27 / chantal.niassou@equipement.gouv.fr

LES SERVICES	
Hôtellerie	Dominique WIİK Comité Départemental du Tourisme 93 Tél : 01.49.15.98.98 / d.wiik@tourisme93.com
Transports	Julien PARROD Banque de France julien.parrod@banque-france.fr

INDICATEURS D'ATTRACTIVITE, D'IMAGE	
Nombre de visiteurs au Stade de France	Dominique WIİK Comité Départemental du Tourisme 93 Tél : 01.49.15.98.98 / d.wiik@tourisme93.com
Nombre de visiteurs au Musée de l'Air et de l'Espace	
Nombre de visiteurs à la Basilique de Saint-Denis	
Transferts des sièges sociaux	Anne FLOIRAS Banque de France Tél : 01.48.13.35.46 Anne.floiras@banque-France.fr

L'EMPLOI	
Les demandes d'emplois en fin de mois	Brigitte COMPERE ANPE Tél : 01.41.60.85.74 / brigitte.compere@anpe.fr
Le taux d'évolution du chômage sur un an	Jean Roger CHAPLAIN Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle 93 Tél : 01.41.60.54.91 / jean-roger.chaplain@dd-93.travail.gouv.fr
Les offres d'emplois enregistrés en fin de mois	Brigitte COMPERE ANPE Tél : 01.41.60.85.74 / brigitte.compere@anpe.fr
Les demandes d'emplois enregistrées	
Les taux de chômage	Jean Roger CHAPLAIN Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle 93 Tél : 01.41.60.54.91 / jean-roger.chaplain@dd-93.travail.gouv.fr

L'EMPLOI (suite)	
Le nombre de RMistes	Virgile ADJAH Conseil Général 93 Tél : 01.43.93.86.18 vadjahi@cg93.fr
L'évolution sur 5 ans du nombre d'entreprises employant de la main d'œuvre	Jean Roger CHAPLAIN Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle 93 Tél : 01.41.60.54.91 / jean-roger.chaplain@dd-93.travail.gouv.fr
L'évolution sur 5 ans du nombre de salariés	
Les déclarations uniques d'embauches	Sylvie HENRY URSSAF de Paris – Région Parisienne Tél : 01.56.93.24.00 / sylvie.henry@urssaf.fr